ÉTUDE DE LA FUCID
2022 | 02

Les petits gestes pour le climat : à prendre ou à laisser ?

par Antoine Stasse
Chargé de projets à la FUCID

ÉTUDE DE LA FUCID
2022 | 02

Retrouvez toutes nos analyses et études sur notre site Internet !
https://www.fucid.be/analyses-etudes/

À travers ses analyses et études en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant·e·s du monde associatif, les citoyen·ne·s du Nord et du Sud et des enseignant·e·s / chercheur·se·s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

FUCID ASBL | Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur
info@fucid-unamur.be | 081/72.50.88
Numéro d'entreprise : BE0416.934.803
Compte en banque : BE45 0013 1728 8389

Avec le soutien de la
FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Les petits gestes pour le climat : à prendre ou à laisser ?

Par Antoine Stasse **Chargé de projets à la FUCID**

Les manifestations concrètes de la crise écologique mondiale, traduite notamment par un important dérèglement climatique, une forte diminution de la biodiversité, la pollution de l'air, la destruction des forêts ou encore l'acidification des océans (Bonfond, 2018), sont de plus en plus nombreuses et fréquentes. Et leurs conséquences ont d'importants impacts sur les sociétés humaines et les différents écosystèmes. Des difficultés croissantes d'accès à de l'eau et de la nourriture de qualité et en quantité suffisante, ainsi qu'une influence négative sur la santé mentale et physique des êtres humains – maladies, malnutrition, déplacement de populations, etc. – ont notamment été mises en lumière dans le sixième rapport du GIEC[1], dont le deuxième volet a été dévoilé en février 2022[2].

Face à cette réalité, les réponses apportées peuvent être multiples. L'une d'elles, qui a particulièrement le vent en poupe au sein de notre société, consiste à s'engager individuellement à travers des petits gestes afin de réduire son impact négatif sur la planète. C'est ce que l'on appelle aussi les écogestes. Parmi ceux-ci se retrouvent des actions ou changements de comportements très variés, pouvant aller de la fermeture du robinet lorsqu'on se brosse les dents à la transition vers un régime végétarien en passant par une utilisation accrue voire exclusive des transports en commun ou du vélo pour nos déplacements. La liste n'est évidemment pas exhaustive et de nombreux autres exemples pourraient être donnés, pour autant qu'ils aient pour point commun d'être des gestes posés individuellement afin de réduire son impact sur l'environnement.

En tant que chargé de projets à la FUCID, j'accompagne régulièrement des groupes d'étudiants et étudiantes qui souhaitent réfléchir à différents enjeux sociétaux. Lorsqu'on aborde ensemble des questions écologiques ainsi que les choses à mettre en place afin de répondre à la crise actuelle, les solutions les plus énoncées tournent très souvent autour de ces petites actions individuelles. Ce sont aussi les propositions qui ressortent le plus fréquemment lorsque nous réfléchissons ensemble à des pistes d'engagement à diffuser vers l'ensemble du campus namurois. Parmi celles-ci se retrouvent par exemple la mise en place d'ateliers zéro déchet, la vente de gourdes, ou encore la diffusion « d'astuces » permettant de réduire son empreinte écologique. Afin de pousser plus loin la réflexion et de comprendre à quoi cela pouvait être lié, j'ai mené différents entretiens auprès d'étudiant·e·s et de jeunes diplômé·e·s[3] ayant été impliqué·e·s dans des projets avec la FUCID. Et, bien que certain·e·s tempèrent en citant d'autres modes d'actions proposés par des personnes conscientes de l'importance de ne pas se limiter aux écogestes, il en ressort que cette tendance semble être également fort présente au sein de leur entourage. C'est aussi l'avis des deux autres personnes que j'ai interrogées, à savoir Denise Van Dam, professeure émérite à l'UNamur et Guillaume Lohest, président des Équipes Populaires[4] et

#1 Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été créé en 1988 en vue de fournir des évaluations détaillées de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies de parade (Intergovernmental Panel on Climate Change).
#2 Vous pouvez le découvrir ici : https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/
#3 Entretiens avec Antoine Duchesne, Juliette Gourdange, Laura Manne, Raphaëlle Marchand et Guillaume Sergent, octobre-novembre 2022.
#4 Les Équipes Populaires sont un mouvement d'éducation permanente qui rassemble une centaine de groupes locaux, partout en Belgique francophone. Ces groupes travaillent sur les questions liées aux inégalités et aux injustices.

contributeur pour les revues « Contrastes »[5] et « Valériane »[6]. Ce constat ne se limite d'ailleurs pas au monde étudiant et est applicable à bon nombre de citoyennes et citoyens.

Comment expliquer un tel engouement pour les petits gestes individuels de la part des jeunes ? Qu'est-ce qui les pousse à s'orienter d'abord vers ce type de réponse à la crise écologique que nous traversons ? Ce mode d'action permet-il d'en comprendre et d'en combattre efficacement les causes ? Pourquoi cette rhétorique des écogestes fait-elle l'objet d'autant de critiques par une partie de la société – à tort, à raison, ou à tort et à raison – tout en étant mise en avant par une autre partie de celle-ci ? Ces petites actions sont-elles vraiment la solution ? Ou au contraire, faut-il les abandonner ?

Autant de questions qui orienteront notre étude. Au cours de celle-ci, nous commencerons par dresser un bref état des lieux des connaissances concernant le changement climatique ainsi que de la compréhension de la situation par la population belge, éléments indispensables pour comprendre ce contre quoi veulent lutter les petits gestes, et dans quels cadres de références ceux-ci sont effectués. Nous nous pencherons ensuite sur les raisons pour lesquelles les écogestes, en tant que réponse à la crise écologique, rencontrent un tel succès, avant de nous arrêter sur les critiques qui leur sont adressées. Les aspects utiles et/ou positifs des petits gestes seront alors abordés avant de conclure en insistant sur l'importance d'une repolitisation de la lutte pour le climat. Bien entendu, notre objectif n'est aucunement de juger les actions des étudiant·e·s et des autres citoyen·ne·s, mais bien de mener une réflexion sur les manières de s'engager afin de lutter contre la crise climatique, ainsi que sur leur potentiel de changement.

#5 « Contrastes » est la revue des Équipes Populaires.
#6 « Valériane » est la revue bimestrielle de Nature & Progrès.

I. Une évolution climatique plus qu'inquiétante

Quand on s'intéresse à la question du changement climatique, comme c'est également le cas pour de nombreuses questions sociétales, il n'est pas toujours évident de faire le tri entre les informations disponibles. Alors que certaines sont effectivement prouvées scientifiquement, d'autres sont erronées et relèvent même parfois d'opinions. Dans ce contexte, il est intéressant de faire un bref rappel des connaissances scientifiques actuelles à propos du dérèglement climatique et de ses principaux impacts.

> **La première information essentielle, c'est que la température mondiale globale augmente, et qu'elle augmente rapidement.**

La première information essentielle, c'est que la température mondiale globale augmente, et qu'elle augmente rapidement – à l'échelle temporelle de la planète, en tous cas. Selon le GIEC, « la température globale a augmenté plus rapidement depuis 1970 que lors de n'importe quelle période de 50 ans depuis au moins 2000 ans [...]. Les températures durant la décennie 2011-2020 dépassent celles de la plus récente période chaude, il y a environs 6500 ans » (IPCC, 2022. Notre traduction). Dans ce rapport, le groupe d'experts estime la hausse de températures par rapport à l'époque préindustrielle à un peu plus de 1°C. Et, selon leurs modèles prédictifs, et en l'absence de mesures ambitieuses pour réduire les émissions de CO2, la température globale devrait continuer à augmenter rapidement. Le réchauffement pourrait ainsi atteindre 1,5°C entre 2021 et 2040 et les 2°C – objectif maximal de réchauffement prévu par l'accord de

Paris[7] pour 2100 – pourraient être atteints dès la période 2041-2060. Soit au minimum 40 ans avant 2100…

Si les chiffres peuvent paraître bas, il est important de comprendre qu'une hausse de quelques dixièmes de degrés entraîne des conséquences très importantes. Par comparaison, « la différence entre les températures moyennes globales durant les années 2000 et durant la dernière période glaciaire n'était [que] de 4°C » (Sandalows et Bowles, 2001. Notre traduction).

Bien qu'il ait longtemps été complexe de prouver le lien entre ce réchauffement et les activités humaines, cela a été fait il y a maintenant plusieurs décennies. Parmi d'autres gaz à effet de serre (GES) responsables de l'augmentation de la température globale – citons par exemple le méthane, le protoxyde d'azote ou encore l'ozone – « c'est au dioxyde de carbone (CO2), issu de l'exploitation des énergies fossiles [comme le charbon et le pétrole], qu'il faut attribuer la principale responsabilité de la hausse des niveaux de concentration de GES dans l'atmosphère, et de la hausse de la température terrestre moyenne qui en résulte » (Gemenne et Rankovic, 2019, p.42). L'augmentation des émissions de CO2 depuis 1850 est en effet vertigineuse : « Alors que depuis plusieurs siècles, la concentration de CO2 dans l'atmosphère oscillait autour de 280 parties par million (ppm), elle a soudainement augmenté à partir de la seconde révolution industrielle, au milieu du XIXe siècle, pour s'établir désormais à plus de 400 ppm. Pour tenir les objectifs de l'accord de Paris […] et donc limiter la hausse à 2°C d'ici à 2100, il faudrait réduire ces émissions de moitié d'ici à 2050. […] Or, chaque année qui passe nous éloigne un peu plus de ces objectifs » (*Ibidem*). À cela s'ajoute l'importante déforestation causée par l'homme depuis des décennies, « souvent pour le bois précieux, mais aussi pour créer davantage de terres agricoles pour l'agriculture intensive ou l'élevage » (climat.be) qui elle aussi a un impact sur la quantité de CO2 dans l'atmosphère.

Dans le modèle capitaliste sur lequel est basée l'économie mondiale, les idées de croissance, de profit et de productivité sont centrales, ce qui conduit à une surexploitation de ressources comme les énergies fossiles et donc à des émissions de GES en quantités considérables. Comme nous le verrons, ce fonctionnement sociétal semble bien peu à même de répondre aux enjeux du changement climatique.

Dans le modèle capitaliste sur lequel est basée l'économie mondiale, les idées de croissance, de profit et de productivité sont centrales, ce qui conduit à une surexploitation de ressources comme les énergies fossiles et donc à des émissions de GES en quantités considérables.

Bien sûr, les émissions de dioxyde de carbone ne sont pas réparties de manière uniforme sur l'ensemble de la planète. « Les principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre sont logiquement les plus peuplés et les plus industrialisés. Arrive ainsi en tête la Chine, avec 9,8 milliards de tonnes de CO2 relâchées en 2019, suivie des États-Unis (4,9 milliards), de l'Inde (2,5 milliards) et de la Russie (1,5 milliard). Avec ses centrales à charbon et ses industries polluantes, la Chine est donc accusée d'être la première responsable du réchauffement climatique. Mais le réchauffement inquiétant que nous connaissons aujourd'hui n'est pas le résultat des émissions de l'année dernière. Il est dû à l'accumulation des émissions de CO2 générées principalement depuis le début de l'ère industrielle » (Deluzarche, 2021). En prenant compte des émissions historiques, le classement commence déjà à bouger et les États-Unis passent largement en tête avec l'émission de 20% du total mondial de GES depuis 1850 (Evans, 2021). Et, si l'on additionne les émissions de dioxyde de carbone par habitant et par année entre 1850 et 2021, ce sont, dans l'ordre, la Nouvelle-Zélande, le Canada, l'Australie et les États-Unis qui mènent au classement alors que « les plus gros émetteurs actuels comme la Chine, l'Inde, le Brésil oul'Indonésie sont tous absents du top 20 » (Deluzarche, 2021).

#7 L'accord de Paris est un traité international juridiquement contraignant (bien que sans mécanisme de sanctions) sur les changements climatiques. Il a été adopté par 196 Parties (195 Etats et l'Union européenne) lors de la COP 21 à Paris, le 12 décembre 2015 et est entré en vigueur le 4 novembre 2016. Son objectif est de limiter le réchauffement climatique à un niveau bien inférieur à 2, de préférence à 1,5 degré Celsius, par rapport au niveau préindustriel.

Enfin, il est important de relever qu'« un autre biais dans la comptabilisation des responsabilités est la notion d'émissions ''indirectes''. Certains pays se sont ainsi massivement débarrassés de leur industrie polluante, pour importer les biens produits dans d'autres pays qui, par conséquent, se trouvent pointés du doigt » (*Idem*).

Les impacts du réchauffement climatique sont nombreux et touchent une partie croissante de la population mondiale – bien que de manière inégale. Parmi ceux-ci, nous pouvons relever la fonte des glaces, l'élévation du niveau des mers, l'acidification des océans, une mise à mal des écosystèmes (avec notamment une érosion de la biodiversité), la prolifération de maladies, une réduction de la productivité agricole ou encore de nombreuses migrations climatiques forcées.

Afin d'évaluer la compréhension de la situation en 2022 par la population belge, le magazine « Imagine, Demain le monde » a réalisé une enquête[8] auprès de 2000 citoyennes et citoyens. Parmi les différents enseignements de ce sondage, nous remarquons la présence toujours assez significative de personnes remettant en doute la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique : 13% des sondé·e·s affirment en effet que « l'élévation des températures est un phénomène naturel ». Si 11% ont déclaré ne pas avoir d'opinion, les 76% restants sont, à des degrés divers, conscients du problème et de notre responsabilité. Une tendance encore plus marquée dans le sondage publié par le journal Le Soir, fin novembre 2019 : « Comme souvent sur les questions climatiques, il règne une certaine confusion entre pollution, climat, couche d'ozone… Les Belges se mélangent un peu les pinceaux. Et ils sont encore nombreux à faire preuve de climatoscepticisme, qu'il soit dur (niant l'existence du changement climatique) ou plus modéré, avec des doutes quant à l'origine humaine du phénomène. 25% des sondés expriment en effet des doutes sur le fait que l'activité humaine a causé les dérèglements climatiques actuels. Ainsi, la Belgique fait partie des pays qui relativisent le plus les effets des changements du climat » (2019).

Le manque de connaissance de la population belge a aussi été épinglé dans une étude de l'APED[9] auprès d'élèves de 5ème et 6ème secondaire. Celle-ci révèle que « près de sept élèves francophones sur dix citent erronément les centrales nucléaires comme émettrices de CO_2[10]. Et le fait de qualifier le gaz de ''naturel'' suffit pour en faire une énergie renouvelable » (Vandemeulebroucke, 2019).

Enfin, une enquête publique commanditée par le Service Public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement belge apporte de nombreux éclairages sur l'attribution des responsabilités du dérèglement climatique ainsi que sur les choses à faire pour lutter contre le problème[11]. On y apprend par exemple que 37% des sondé·e·s pensent, à tort, que les principaux pays responsables des changements climatiques sont les pays émergents comme l'Inde et le Brésil alors que 9% attribuent cette responsabilité aux pays en développement.

Mais, à côté de ces résultats questionnants, la connaissance des enjeux climatiques par la population belge semble tout de même évoluer positivement ces dernières années et s'accompagner d'une volonté de changement. Dans cette même enquête publique, 57% affirment penser que leurs actes peuvent changer quelque chose aux changements climatiques et 35% pensent qu'ils et elles prennent actuellement suffisamment d'initiatives pour lutter contre ceux-ci. Enfin, 10% déclarent ne pas être satisfait·e·s des actions des pouvoirs publics pour lutter contre les changements climatiques. Ces derniers chiffres permettent notamment de faire ressortir deux tendances que nous aborderons dans cette étude, à savoir l'insatisfaction à l'égard des mesures prises par les pouvoirs politiques ainsi que la volonté de participer à l'effort, par exemple en faisant des petits gestes dans la vie quotidienne.

#8 Retrouvez l'ensemble des résultats dans l'article d'Imagine, 2022, « Crises climatique et énergétique : les Belges prêts aux changements », numéro 153, p.17.
#9 Appel pour une école démocratique, un mouvement de professeurs qui luttent pour une démocratisation de l'enseignement.
#10 Précisons tout de même que cette croyance n'est pas totalement erronée. En effet, les centrales nucléaires, sur l'ensemble de leur cycle de vie et de leur production, émettent un peu de CO_2, bien qu'en des quantités nettement inférieures aux centrales au gaz ou au charbon. Pour plus d'informations, voir https://www.rtbf.be/article/fact-checking-quel-bilan-carbone-pour-l-energie-nucleaire-10407506
#11 L'enquête complète est à découvrir ici : https://climat.be/doc/enquete-climat-2021-rapport.pdf

II. Petits gestes : pourquoi un tel succès ?

L'influence du colibri

Lorsque l'on parle de petites actions individuelles en lien avec les questions écologiques, il est difficile voire impossible de ne pas penser au célèbre mouvement Colibris. À l'aide d'une légende amérindienne qu'il a contribué à populariser, Pierre Rabhi, l'un des fondateurs de ce mouvement, insistait en effet sur l'importance des gestes individuels et de la nécessité que chacun·e d'entre nous « fasse sa part » :

> Il y a eu un incendie de forêt et tous les animaux étaient atterrés, ils ne savaient plus que faire face à cet incendie. Et par contre le petit colibri [...] ne renonce pas. Il va prendre quelques gouttes d'eau dans la rivière et il vient les jeter sur le feu, et il repart, il s'active. À un moment, le tatou énervé par ce mouvement, lui dit : « mais qu'est-ce que tu fais, colibri, tu sais bien que tu ne pourras pas éteindre le feu avec tes gouttes d'eau ». Et le colibri répond : « je sais, mais je fais ma part » (vidéo du Collège Européen, 2014).

Cet appel à la prise de responsabilité individuelle a rapidement eu un grand succès et convainc toujours de très nombreuses personnes. Selon cette pensée, il reviendrait donc à chacun·e de « faire sa part », de s'engager individuellement, à son échelle afin de combattre la crise écologique. C'est alors la somme des petites actions individuelles qui permettra d'aller vers un changement de grande ampleur et on ne s'embarrasse pas d'une analyse des causes systémiques des problèmes écologiques. Dès le départ, l'écologie prônée par Pierre Rabhi est une écologie nouvelle, individuelle – et par la même occasion dépolitisée –, accessible et capable de séduire le plus grand monde. « À la différence des partis écologistes et des ONG de défense de l'environnement, il martèle que la préservation de la Terre-mère est un enjeu moral et spirituel. Cette synthèse particulière entre écologie, morale et transcendance lui ouvre des esprits fermés à la

Dès le départ, l'écologie prônée par Pierre Rabhi est une écologie nouvelle, individuelle - et par la même occasion dépolitisée -, accessible et capable de séduire le plus grand monde.

rhétorique anticapitaliste. Alors que la gauche traditionnelle, qu'elle soit institutionnelle ou mouvementiste, reste obnubilée par le cadre collectif, il innove : il s'adresse à l'individu. Il lui affirme qu'il a sa place et son rôle à jouer. Il l'accueille et le bichonne » (Lindgaard, 2016). Ici, « le bien-être et l'alignement avec soi constituent les conditions sine qua non d'un changement social. D'où l'importance accordée au développement personnel. La pensée colibri s'adresse à l'émotionnel. Consciente du poids des affects, elle raffole des témoignages ''inspirants'' sur des personnes ayant pris la voie de la ''transition intérieure'' » (Garbarczyk, 2018). Cette vision de l'engagement et du changement social, plaçant le focus sur l'individu et son développement personnel, teintée de pensée positive – mettant en avant l'action plutôt que la critique et rejetant toute forme de conflictualité – peut être et a déjà beaucoup été critiquée, mais il ne fait aucun doute que cette pensée ait percolé dans la société et qu'elle participe aujourd'hui encore au succès des écogestes. En témoigne notamment l'immense enthousiasme que déclenchait encore récemment tout ce qui tournait autour de Pierre Rabhi : « Ses conférences se tenaient à guichets fermés [...], les émissions qui l'invitaient connaissaient des records d'audience, ses livres sont des bestsellers, il fut l'ami des célébrités, des grands patrons, des hommes et femmes d'État qui firent de nombreux dons pour sa cause » (Buron, 2022).

Une façon accessible de s'engager

Pour les étudiant·e·s avec qui j'ai échangé, il y a aussi des raisons très pragmatiques à ce succès. Bien que conscient·e·s pour la plupart de l'insuffisance de ces petits gestes, ils et elles en défendent tout de même l'importance. Pour Juliette Gourdange, étudiante en géographie, les actions individuelles sont même « absolument nécessaires » (2022). Les premières raisons évoquées sont la facilité et la rapidité de mise en place de ceux-ci. Ces gestes peuvent en effet être posés dès qu'ils et elles en ont pris la décision, ce qui leur permet d'agir directement à leur niveau. Des actions collectives ou à plus grande échelle nécessitent quant à elles des temps de discussion, de négociation, etc. et retardent donc le passage à l'action. Grâce aux écogestes, des résultats peuvent aussi être rapidement visibles à petite échelle.

Selon Guillaume Sergent, étudiant en géographie, les petits gestes sont également privilégiés car il y a parfois le sentiment de ne pas avoir la possibilité de s'attaquer au fonctionnement de la société : « en tant qu'étudiants, nous n'avons pas le pouvoir de faire des grandes actions pour toute la société » (2022). C'est ce que pense également Guillaume Lohest, le président des Équipes Populaires. D'après lui,

> **Bien que conscient·e·s de l'importance de traiter en profondeur les causes sociétales du changement climatique, certain·e·s étudiant·e·s - et autres citoyen·ne·s, d'ailleurs - ne se sentent pas le pouvoir d'agir à ce niveau et se limitent donc parfois à de plus petites actions qu'ils perçoivent comme davantage à leur portée.**

« [...] il y a d'abord une sorte d'élan naturel, normal et très positif, à se demander ce qu'on peut faire par soi-même, comment on peut agir à son échelle. Nous ne sommes pas habitués à penser que nous avons un pouvoir collectif pour agir sur les structures mêmes de la société » (2022). On retrouve ici l'idée que, bien que conscient·e·s de l'importance de traiter en profondeur les causes sociétales du changement climatique, certain·e·s étudiant·e·s – et autres citoyen·ne·s, d'ailleurs – ne se sentent pas le pouvoir d'agir à ce niveau et se limitent donc parfois à de plus petites actions qu'ils perçoivent comme davantage à leur portée.

Des injonctions à n'en plus finir

Si la facilité de mise en place des petits gestes est ressortie de chaque entretien réalisé avec des étudiant·e·s, la question de la présence de ces actions dans les discours publics est également revenue. Pour Raphaëlle Marchand, étudiante en Master en Smart Rurality, « ce sont aussi les premières solutions qui sont véhiculées afin de réduire son impact sur la planète » (2022). Laura Manne, étudiante en Master complémentaire en anthropologie culturelle et études du développement, ajoute quant à elle « [qu'] aujourd'hui de nombreuses campagnes de sensibilisation poussent également aux actions individuelles, remettant ainsi la responsabilité du changement sur les citoyens » (2022).

En effet, entre des déclarations politiques, des discours médiatiques, les injonctions d'une partie de la société et du monde associatif ou encore les arguments marketing de certaines entreprises, nombreux sont les discours qui nous poussent vers cette responsabilisation individuelle. Découlant d'initiatives tantôt publiques et tantôt privées, les campagnes, sites Internet, livres et autres publications enjoignant les citoyen·ne·s à poser des écogestes se comptent par centaines.

Dans la sphère culturelle, il est impossible de passer à côté de cette tendance. Sur les étagères des librairies, entre les livres de Pierre Rabhi et ceux destinés au développement personnel, nous pouvons retrouver des ouvrages aux titres évocateurs de « 24 heures d'éco-gestes à la maison » ; « Eco almanach, chaque jour un écogeste » ; « Bonnes idées et gestes malins pour la planète » ; ou encore « 21 éco-défis pour prendre soin de soi et de la planète ». Comment ne pas également mentionner le film-documentaire « Demain », réalisé par Cyril Dion, qui a connu un succès retentissant et est toujours régulièrement cité en exemple ? En ligne, les sites Internet et les applications mobiles de la même veine se bousculent. Parmi eux, citons la très célèbre application « 90 jours », conçue comme « un assistant personnel pour changer le monde. Une application mobile qui, à la manière d'un coach pour arrêter de fumer ou se mettre au sport, vous accompagne au quotidien pour changer facilement et durablement vos habitudes afin de contribuer à un changement de société plus écologique, plus égalitaire, et de construire une société plus vertueuse »[12].

De leur côté, les discours les plus fréquents dans la presse écrite et sur les grandes chaînes de télévision ne sont pas en reste. En effet, lorsqu'on y prête attention, on se rend compte qu'en terme de couverture des questions liées à l'écologie « peu de sujets ou de reportages pointent les responsabilités, ni ne décrivent les options politiques et les choix possibles. À la place, on constate un large focus sur les symptômes » et, en parallèle, « la diffusion d'un narratif positif autour de la capacité d'agir de chacun. Nombreux sont les reportages qui retracent les parcours d'individus lambdas qui ont décidé de ne consommer que local et bio, de réduire leurs déplacements en voiture, ou encore, de changer de fournisseur d'électricité pour passer au tout renouvelable » (Salamand et Varin, 2018).

Sur les réseaux sociaux, les challenges proposant des petites actions individuelles cartonnent. Surfant sur la mode des défis en ligne ainsi que sur les préoccupations écologiques des adolescentes et des jeunes adultes, des challenges comme #FillTheBottle (un appel à remplir des bouteilles de mégots trouvés par terre) ou #TrashChallenge (qui invite les participant·e·s à partager des photos avant-après de zones envahies par les déchets) ont en effet très rapidement connu un immense succès (Chapelin, 2020). Et à côté de ces défis, bon nombre de vidéos présentes sur la plateforme Youtube nous proposent de nous engager pour le climat en faisant de petites actions individuelles.

Sur les réseaux sociaux, les challenges proposant des petites actions individuelles cartonnent.

Une grande partie du monde politique participe aussi à faire reposer la responsabilité sur l'individu « dans ses différents rôles sociaux : on prend à part consommateurs, citoyens, touristes, habitants, etc., dans des tentatives d'inciter à des pratiques et à des démarches durables face aux dangers et aux effets néfastes sur l'atmosphère et le climat de l'industrialisation et de la surconsommation énergétique » (Kovacs, 2012). Plutôt que d'en accepter les charges politiques et de prendre les mesures fortes que cela implique, les acteurs gouvernementaux ont instauré, depuis les années 1990, « une politique communicationnelle consensuelle [qui] cherche à promouvoir l'engagement des individus censés adhérer aux principes de l'éco-citoyenneté à travers des comportements vertueux » (*Idem*). Si les raisons de la mise en place de ce discours peuvent être discutées, nombreux sont les exemples qui montrent que cette responsabilisation individuelle par le monde politique est une réalité.

On s'en rend notamment compte en visitant le site Internet mis en ligne à l'initiative du gouvernement fédéral belge afin de donner toute une série de « conseils » aux citoyen·ne·s pour les aider à consommer l'énergie de façon responsable : « Energy Watchers ». Ayant pour slogan « Votre porte-monnaie et la planète y gagnent », il nous propose « une multitude de conseils pour [nous] aider à contribuer à lutter contre le

#12 Voir la section « à propos » de l'application mobile « 90jours.org ».

changement climatique : des conseils d'achat, des conseils comportementaux, des conseils environnementaux et de nombreuses informations pour [nous] aider à faire les bons choix ». Ces conseils nous permettant de « réduire [notre] facture énergétique ; diminuer [notre] dépendance aux combustibles fossiles (importés) ; moins polluer et donc favoriser une meilleure santé pour tous les organismes vivants (humains, animaux et plantes) ; [nous] sentir heureux et fier de participer à cette grande aventure » (energywatchers.be).

Récemment encore, suite au discours qu'il a prononcé lors de la COP 27 et aux réactions que celui-ci a suscitées, notre Premier Ministre Alexander De Croo a adressé aux activistes du climat une lettre – dont les propos ont été traduits du Néerlandais et relayés par le journal Le Soir – qui illustre parfaitement cette idée : « [...] Bloquer quelques jets privés, ça soulage peut-être, mais cela ne règle en rien le défi climatique. D'ici quelques années, les émissions de CO2 de tous les centres de données où tournent vos smartphones, tablettes et ordinateurs portables seront égales à celles de tous les avions confondus. Certains crient "just stop oil", la réponse à cela pourrait être "arrêtez d'utiliser votre téléphone" » (cité par De Muelenaere, 2022). Ce type de narratif, assez accepté et répandu dans une partie de la société, participe également à la popularisation des petits gestes et à ce focus placé sur l'individuel au détriment du collectif.

Comme nous venons de le voir, il existe également une tendance à renvoyer les activistes climatiques qui s'engagent collectivement pour réclamer des mesures ambitieuses vers leur responsabilité individuelle en pointant des incohérences dans leur comportement quotidien. Combien de fois n'a-t-on pas reproché aux marcheur·euse·s pour le climat d'oser manifester pour demander un changement politique et structurel alors qu'ils et elles utilisaient des smartphones ? De la même manière, quel ne fut pas le bruit médiatique fait autour de photographies de Greta Thunberg prise en flagrant délit de consommation d'une banane ? Outre une profonde incompréhension de la lutte menée par ces activistes, ainsi que de leur aspiration à des changements collectifs et politiques, ces discours illustrent bien l'idée très présente dans la société selon laquelle l'écologie est d'abord et surtout une histoire de comportements individuels.

> **Sentant le vent venir, certaines multinationales se sont à leur tour engagées dans des campagnes de responsabilisation individuelle.**

Sentant le vent venir, certaines multinationales se sont à leur tour engagées dans des campagnes de responsabilisation individuelle. Selon la chercheuse Camille Chédotal, les marques essaient maintenant de « transférer la responsabilité au consommateur, par exemple, en proposant de recycler une cannette de Coca-Cola ou une capsule Nespresso » (Chédotal et al., 2017). Via de nombreuses campagnes publicitaires, ces entreprises diffusent le message selon lequel il revient aux individus d'agir pour la planète, passant sous silence leur responsabilité propre dans les problèmes écologiques. C'est le cas de Coca-Cola avec sa campagne « Help Us Recycle », à travers laquelle « la multinationale entend promouvoir son objectif de ''monde sans déchets''. De quoi faire oublier sa responsabilité dans les quelques 12 millions de tonnes de plastique qui finissent chaque année dans les océans ? [...] Au moins le message est clair : c'est désormais la faute du consommateur » (Bousenna, 2020-2021, p.27). Et cela, peu importe que Coca Cola soit, selon Break Free From Plastic[13], l'entreprise qui génère le plus de déchets plastiques au monde. (Courrier international, 2021).

Citons encore la rubrique « Nos conseils sur les écogestes » hébergée sur le site de... TotalEnergies. Lisez plutôt : « Un écogeste est un geste simple du quotidien permettant de réduire votre empreinte écologique tout en faisant des économies d'énergie. Dans cette section, TotalEnergies vous accompagne dans l'identification et la mise en avant de ces gestes malins du quotidien permettant à chacun de vous de contribuer à la réduction de sa consommation énergétique. [...] Des

#13 Break Free From Plastic est un mouvement mondial rassemblant plus de 12000 organisations et individus à travers le monde œuvrant pour un avenir sans pollution liée au plastique.

actions simples peuvent conduire à de grands changements pour la planète [...] » (totalenergies.fr). Assez ironique quand on pense à l'impact des activités de Total sur la situation écologique. En effet, selon un rapport publié en 2017 par l'organisation Carbon Disclosure Project[14], « Total figurait à la 19e place des cent sociétés les plus polluantes, produisant 0,9% des émissions industrielles de GES » (Girard, 2018).

Bien que cela puisse surprendre, nous pouvons aussi parfois retrouver cette tendance à l'individualisation de la lutte climatique dans les messages provenant du secteur associatif via des campagnes de promotion de petits gestes individuels à poser.

Discours séduisant, facilité et rapidité d'action, déplacement de la responsabilité vers l'individu ou encore nombreuses injonctions provenant de différentes parties de la société participent à expliquer l'engouement autour des écogestes. Mais cela ne nous dit pas en quoi ces petits gestes peuvent être problématiques, ni ne nous informe sur la teneur des critiques énoncées envers ceux-ci.

#14 Carbon Disclosure Project (CDP) est une organisation internationale sans but lucratif qui récolte et rend publiques les données environnementales des entreprises, des villes, des États et des régions. Elle a notamment publié, en 2017, le rapport « The Carbon Majors Database » disponible ici : http://www.climateaccountability.org/pdf/CarbonMajorsRpt2017 Jul17.pdf

III. Pourquoi tant de critiques ?

Depuis quelques années, de plus en plus de voix critiques à l'égard de ces petits gestes pour le climat se font entendre, qualifiant ces derniers d'insuffisants, de contre-productifs, voire de carrément néfastes en tant que réponse à la crise écologique que nous vivons.

Une inefficacité dénoncée

L'une des principales remises en question de ce mode d'action est liée à leur (in)efficacité. Face à l'ampleur du problème écologique, l'impact réel des petits actes individuels semble bien léger et incapable d'apporter des changements significatifs susceptibles de modifier le modèle de société capitaliste qui a mené à la situation actuelle.

Dans la fable du colibri, on trouve l'idée selon laquelle cette inefficacité de l'action individuelle serait compensée par l'agrégation de ses actions à celles des autres animaux qui l'imiteraient. En d'autres termes, si tout le monde posait ces petits actes en faveur du climat, cela suffirait à régler le problème. Mais, en dehors du fait que cela présuppose que tout le monde suive effectivement le mouvement pour obtenir l'impact nécessaire – ce qui est actuellement très loin d'être le cas – la somme de gestes individuels mène-t-elle à un réel comportement collectif ? Pour Jean-Baptiste Comby, sociologue et maître de conférence à l'Université Paris 2, ce n'est pas le cas : « [...] C'est une illusion qui oriente les efforts vers des actions peu efficaces écologiquement et inoffensives politiquement » (2015). Plutôt qu'une réelle action collective politiquement porteuse, nous serions alors en présence d'une somme d'actions individuelles qui s'attaquent à la surface du problème sans en interroger les causes profondes. En suivant cette voie, les racines du problème ne sont pas questionnées, on se contente « d'effleurer le problème », ce qui ne permet pas d'envisager une évolution de « notre société vers un système plus juste et durable » (Marchand, 2022).

Cette focalisation sur les petits gestes entraîne donc une individualisation de la lutte écologique, faisant reposer la responsabilité des

changements à apporter sur les individus et dépolitisant le combat. Selon Jean-Baptiste Comby, « elle dépolitise dans le sens où elle place la focale sur les individus, et donc elle détourne l'attention des causes structurelles et politiques des problèmes écologiques. […] » (France Inter, 2020). Ce faisant, elle rend impossible l'apport de réponses pertinentes et à la hauteur de l'ampleur de la crise. Une crise structurelle ne peut en effet pas être combattue uniquement par des solutions individuelles. Et si, comme nous y reviendrons, la cohabitation de ces petits gestes avec d'autres modes d'actions plus collectifs pourrait être envisagée, il semble qu'on en soit loin, et que la tendance soit plutôt à se contenter des écogestes.

La déresponsabilisation d'un système

La déresponsabilisation du monde politique dont nous parlions plus tôt est également un frein à la lutte contre le changement climatique. En faisant reposer la responsabilité sur les citoyen·ne·s, les autorités semblent essayer de justifier l'insuffisance de leurs actions et s'épargner la remise en question du fonctionnement de la société ainsi que la recherche et la mise en œuvre de solutions plus radicales[15], voire de donner l'illusion de se préoccuper du problème tout en continuant à poser des actes et prendre des décisions néfastes pour l'environnement. Conscient·e·s de cette tendance, certain·e·s activistes du climat ayant répondu à la lettre d'Alexander De Croo l'ont dénoncée via ces mots : « Ne devrait-on pas dénoncer comme déraisonnables les agissements des chefs de gouvernement comme De Croo qui, dans la plus pure tradition paternaliste, font retomber la responsabilité de la crise écologique sur leurs citoyen·ne·s les plus engagé·es, tout en continuant à financer de nouvelles infrastructures fossiles avec l'argent public ? […] » (cités par De Muelenaere, 2022).

Ne se contentant pas de critiquer l'absence de réflexion et de solution structurelles liée à la focalisation sur les individus, certain·e·s affirment que cette rhétorique est l'illustration même de modes de fonctionnement qui renforcent ces problèmes structurels.

Pour Guillaume Lohest, « […] on peut expliquer ce succès hégémonique des ''petits gestes'' par le bain néolibéral dans lequel nous baignons depuis quarante ans. Nous sommes dans la culture de ''l'esprit d'entreprise'' individuel. Ce que je dis peut sembler un peu dur (mais je le dis en m'incluant dans la critique), mais les ''écogestes'' correspondent en réalité à une sorte de néolibéralisme de l'engagement : on devient des petits entrepreneurs climatiques, qui cherchent à faire des économies dans la sphère privée » (2022). Poursuivant dans la critique de ce qu'il qualifie de néolibéralisme de l'engagement, il pense aussi que « les écogestes sont […] insupportables quand ils servent à se juger les uns les autres, quand on mise uniquement sur eux pour le changement, car alors cela devient une sorte de marché à l'envers, mais un marché quand même, un marché du ''plus écolo que moi tu meurs''. C'est alors du pur néolibéralisme : la logique de concurrence colonise même l'éthique » (*Idem*).

En faisant reposer la responsabilité sur les citoyen·ne·s, les autorités semblent essayer de justifier l'insuffisance de leurs actions et s'épargner la remise en question du fonctionnement de la société ainsi que la recherche et la mise en œuvre de solutions plus radicales , voire de donner l'illusion de se préoccuper du problème tout en continuant à poser des actes et prendre des décisions néfastes pour l'environnement.

#15 Au sens premier du terme, c'est-à-dire « aux racines ».

Ce néolibéralisme de l'engagement ne se limite d'ailleurs pas aux problématiques écologiques : il s'inscrit dans un discours sociétal plus large de responsabilisation individuelle et peut même servir à légitimer les nombreuses inégalités produites par le système néolibéral dans lequel nous vivons. Ainsi, d'après l'auteure Aude Vidal, « des réfugié·e·s coupables de n'être pas resté·e·s dans leur pays pour se battre contre un dictateur ou des seigneurs de guerre aux chômeurs et chômeuses de longue durée qui se laissent aller en passant par les féministes victimaires qui n'ont ''pas assez travaillé sur elles-mêmes'' pour apprendre à éviter les violences et les viols, ''quand on veut on peut''. Les pensées de droite sont friandes de responsabilité personnelle, sous-estiment contrainte et rapports de pouvoir, surestiment la marge de manœuvre des personnes [...] C'est une manière de justifier un monde d'inégalités et de violence, où les logiques de solidarité sont absentes. L'éthos du développement personnel brouille les cartes en faisant cohabiter valeurs de gauche (solidarité et égalité) et de droite (mérite et responsabilité individuelle) » (2017, p.44).

On comprend par là que le capitalisme – en tant que modèle de société basé sur l'accumulation de capital, le profit ou encore la croissance économique –, en véhiculant une lecture néolibérale et individualiste de violences et de problématiques pourtant structurelles, s'est très bien accommodé des remises en question auxquelles il a dû faire face. Pour revenir à la question climatique, il s'agit bien d'un des exploits du capitalisme, qui est parvenu à « absorber la critique de son fonctionnement, qu'il a vidé de sa substance pour en recracher une version inoffensive et édulcorée » (Sorignet, 2020). Selon Anaelle Sorignet, autrice diplômée en sciences politiques, c'est le cas du « discours tiède et creux sur le développement durable que presque tout le monde s'est approprié sans voir l'entourloupe. On est donc partis sur une croissance verte, soutenue par des écogestes et une consommation responsable... À grand renfort de greenwashing, le capitalisme a transformé chacune de nos préoccupations écologiques en nouveaux marchés lucratifs. Désormais, H&M fabrique des t-shirts écoresponsables, Danone nous fait la leçon sur le recyclage des bouteilles en plastique, EDF nous vend de l'électricité verte » (*Idem*).

Le capitalisme - en tant que modèle de société basé sur l'accumulation de capital, le profit ou encore la croissance économique -, en véhiculant une lecture néolibérale et individualiste de violences et de problématiques pourtant structurelles, s'est très bien accommodé des remises en question auxquelles il a dû faire face.

En plus de s'adapter à la situation afin de préserver ses intérêts, le capitalisme est même parvenu à transformer la crise écologique en une opportunité de faire davantage de profits en créant de nouveaux marchés. « Après tout, le désastre peut devenir un marché comme un autre » (L'Humanité, 2016). Que ce soit par la prévention des risques d'inondation, la reconstruction de bâtiments détruits, la mise en place d'abris de secours et de services d'urgence, ou encore la dépollution des sols et des mers, le capitalisme du désastre trouvera toujours des solutions pour faire du business.

Si de nombreuses voix se font entendre afin de défendre une transition écologique au sein de ce système, appelant de leurs vœux une « croissance verte » et mettant en avant des solutions technologiques qui nous permettraient de continuer à vivre de la même manière tout en combattant la crise écologique, cela ressemble davantage à des tentatives de sauver un modèle destructeur profitable – à court terme – à certain·e·s qu'à une réponse à même de lutter efficacement contre la crise écologique. Refuser de remettre en question ce système tout en affirmant vouloir combattre le changement climatique, c'est chérir la cause tout en haïssant les conséquences. Peut-on réellement imaginer une transition écologique au sein du capitalisme ? Nombreux sont les indices qui nous montrent que non. C'est notamment ce qu'a tenté de démontrer Olivier Bonfond, économiste et conseiller

au CEPAG[16], dans son article « Une transition écologique peut-elle se faire avec le capitalisme ? ». Pour lui, « depuis le Sommet de la Terre de l'ONU en 1992, le monde entier sait que ''notre maison brûle''. Depuis lors, les engagements, les accords et les déclarations ambitieuses se sont multipliés. On essaye donc depuis minimum 25 ans de gérer le problème et le bilan est sans appel : non seulement le capitalisme n'est pas parvenu à freiner le changement climatique, la perte de biodiversité, la pollution de l'air, la destruction des forêts, l'artificialisation des sols, l'acidification des océans et autres joyeusetés, mais toutes ces destructions n'ont fait que s'aggraver et s'intensifier » (2018).

Comme nous avons pu le voir avec des exemples de nouveaux marchés créés en lien avec la crise écologique, l'un des principaux problèmes est que la logique capitaliste est indissociable de l'idée de profits, générés notamment par la surexploitation des ressources, la surproduction ou encore la surconsommation. Tant que l'accumulation de capital – sans tenir compte de l'impact social et/ou environnemental – constituera l'objectif final, aucune réponse sérieuse ne pourra être apportée aux enjeux climatiques. Ces intérêts – profits et lutte contre la crise écologique – sont en effet trop divergents. « Si davantage de profit résulte de la production de routes et d'automobiles que de chemins de fers et de trains, alors les voitures seront développées au détriment des trains. [...] Pavan Sukhdev, économiste et [ancien] banquier à la Deutsche Bank en est parfaitement conscient : ''Le modèle actuel est arrivé au bout de ce que nous pouvons imposer à la planète, mais mes clients n'investissent qu'avec des promesses de profit, et cela ne va pas changer'' » (*Idem*).

Loin de cette logique, un véritable changement impliquerait de prendre des décisions et des mesures qui ne rapporteraient pas d'argent – en tous cas à court terme – et d'investir en prenant en compte non pas la rentabilité mais les intérêts de la planète et des sociétés humaines. Comme nous l'avons vu, cette individualisation des responsabilités comme réponse à la crise écologique sert donc parfois les intérêts du système qu'il s'agit de combattre.

Un aveuglement aux inégalités

Une autre critique importante faite à cette approche individualiste réside dans l'absence de prise en compte des inégalités socio-économiques structurant notre société. En effet, on responsabilise les individus et on les exhorte à changer leur mode de vie de manière indifférenciée, sans se préoccuper des différences existant entre les citoyen·ne·s, que ce soit au niveau de l'impact de leur mode de vie sur le changement climatique ou de leur possibilité réelle de réaliser ce changement. « Ce faisant, cette dynamique gomme totalement les inégalités sociales et les rapports de domination structurant notre société (de classe, de race, de genre) » (Garnarczuk, 2018). Toutes et tous n'ayant pas les mêmes responsabilités – à titre d'exemple, selon Greenpeace, « le patrimoine financier de 63 milliardaires français émet autant de gaz à effet de serre que celui de la moitié de la population française » (2022) – ni les mêmes capacités d'action, l'organisation sociale inégalitaire s'en retrouve renforcée et ce sont bien souvent les personnes les plus fragilisées qui en pâtissent le plus. C'est également en ce sens que Jean-Baptiste Comby parle de « cécité sociale ». En effet, selon lui, « dans le débat public, les enjeux écologiques sont définis par des membres des classes dominantes. Cela ne signifie pas que les classes dominées se fichent de l'écologie, mais qu'elles n'ont pas accès aux arènes médiatiques et politiques pour proposer d'autres façons de traiter la question écologique » (cité par Berthier, 2018a).

#16 Le CEPAG (Centre d'Éducation populaire André Genot), est un mouvement d'éducation permanente qui développe, sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles, une dynamique de formation et d'animation auprès de publics populaires sur des thèmes en lien avec le politique, le social, le culturel et l'économique.

Prenant en exemple les incitations à réaliser des écogestes afin de réduire l'impact écologique des logements, Christine Mahy, secrétaire générale et politique du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, montre à quel point ces incitations socialement aveugles peuvent être insensées, voire néfastes : « plus on est appauvri, plus on a de risques de devoir se loger dans un logement en mauvais état, avec des fenêtres passoires, des fuites, un type de chauffage qui va consommer à outrance pour chauffer peu, etc. Effectivement, ce type d'habitat va être très éloigné des canons actuels de l'habitat idéal censé contribuer à ''sauver la planète''. Mais que faire à part prendre la question des droits à bras le corps ? Car c'est de nouveau un droit qui est affecté, celui du droit à un logement digne, et non pas une question de comportement individuel. On ne peut donc pas tenir pour responsable des gens dont les budgets sont plus qu'étriqués, qui doivent jouer des pieds et des mains pour avoir un toit sur la tête. Sinon, ce genre de discours éducatif va aboutir à une double violence : d'une part, tenter de les éduquer aux économies d'énergie dans un endroit où c'est impossible d'en réaliser, et d'autre part leur reprocher d'être mal-logés » (citée par Berthier, 2018b). Il y a donc une situation paradoxale lorsque l'on reproche à ces classes défavorisées de ne pas faire assez d'efforts alors que, d'une part, leur impact écologique est plus faible que celui des classes dominantes et que, d'autre part, elles sont les plus exposées aux impacts du changement climatique. « Ces paradoxes de l'éco-citoyenneté atteignent leur comble dès lors que le manque de civisme généralement attribué aux plus défavorisés soupçonnés de salir la nature continue [...] d'être le stigmate le plus répandu sur le terrain écologique » (Comby, 2018). Pour l'individu plus favorisé, au contraire, l'écologie peut être un moyen de préserver des privilèges. Parfois, cette écologie des petits gestes, « lui permet de désirer le changement, de se présenter comme un acteur politique attaché à ses idéaux émancipateurs, sans mettre en danger sa position sociale avantageuse [...] » (Vidal, 2017, p.89).

Dans le même ordre d'idées, un parallèle peut être fait avec la situation des pays plus pauvres à qui on impute parfois une responsabilité démesurée dans les changements climatiques et à qui on demande de faire de gros efforts alors que leur impact environnemental est nettement moins élevé que celui des pays riches. De plus, leurs populations sont bien plus vulnérables face aux événements climatiques extrêmes (Duterme, 2022).

Il y a une situation paradoxale lorsque l'on reproche à ces classes défavorisées de ne pas faire assez d'efforts alors que, d'une part, leur impact écologique est plus faible que celui des classes dominantes et que, d'autre part, elles sont les plus exposées aux impacts du changement climatique.

À côté de ces inégalités socio-économiques et géographiques, notons encore que les injonctions aux petits gestes revêtent aussi une dimension de genre. En effet, dans bon nombre de foyers, c'est très souvent sur les femmes que repose la charge morale[17] liée à l'écologisation de ceux-ci. « Aujourd'hui, la majeure partie des injonctions écologiques concernent les gestes du quotidien. Et comme cette partie est essentiellement gérée par les femmes, elles sont les premières à recevoir ces injonctions et/ou à les appliquer à la maison. C'est donc une charge mentale qui s'ajoute à celle qui existe et qui crée de la culpabilité » (Nora Bouazzouni citée par Guérineau de Lamérie, 2020-2021, p.32). Par ailleurs, les discours incitatifs féminisant les écogestes « s'associent parfaitement avec un laïus genré qui assigne des rôles stéréotypés aux hommes et aux femmes. Il y a d'un côté, les ''petits gestes'' accaparés par les femmes : une lutte pacifiante et non-violente, une action douce qui appelle à faire la paix et qui se passe donc, au sein de l'espace privé – or, non, on ne fait la pas la révolution quand on fait de la lessive maison. Et d'un autre côté, il y a des modes

#17 « Cousine écologique de la charge mentale (charge cognitive, invisible, que représente l'organisation de tout ce qui se situe dans la sphère domestique), la charge morale se matérialise par la responsabilité d'écologiser le foyer, comme acheter bio et de saison, recycler, fabriquer ses produits ménagers, etc. » (Guérineau de Lamérie, 2020-2021, p.32).

d'action combatifs, dans l'espace public, représentés par des hommes » (Fondu, 2019). En effet, la légitimité et l'importance accordées aux femmes dans l'espace public – en ce compris le monde politique – sont encore aujourd'hui bien plus faibles que celles qui sont accordées aux hommes, et la reproduction de ce type de discours stéréotypés n'est pas de nature à résorber cette différence.

Quelques dernières pour la route

Outre les critiques que nous venons d'aborder, d'autres se font également entendre dans le débat public. Par exemple, les aspects potentiellement moralisateurs et culpabilisateurs sont souvent dénoncés. Une sur-responsabilisation de l'individu peut aussi mener à un découragement et à l'abandon de toute action au vu du manque de changement venant d'autres sphères. Citons encore le risque que certain·e·s s'emploient et se limitent à ces écogestes afin d'avoir la conscience tranquille tout en continuant à vivre sans se poser réellement de questions écologiques, ou celui de tomber dans un individualisme qui pourrait mener à un repli sur soi ou sur un petit groupe de personnes. C'est de cette double critique que nous parle Denise Van Dam, professeure émérite à l'UNamur, qui consiste « à estimer que cette démarche de ''niche'' enferme les gens dans un sentiment de bien-être individuel, un genre de ''ronronnement'', de ''bonne conscience'' et les dédouane de se poser des questions davantage politiques » (2022).

Enfin, nous clôturerons ce tour d'horizons des critiques du « colibrisme » en citant à nouveau Guillaume Lohest : « On pourrait définir le ''colibrisme'' […] comme le fait de se satisfaire des

Citons encore le risque que certain·e·s s'emploient et se limitent à ces écogestes afin d'avoir la conscience tranquille tout en continuant à vivre sans se poser réellement de questions écologiques, ou celui de tomber dans un individualisme qui pourrait mener à un repli sur soi ou sur un petit groupe de personnes.

petits gestes, de croire que c'est la seule façon d'agir voire, pire, de s'y complaire et de viser uniquement le fait de se sentir bien avec sa conscience. Il y a une part magnifique dans la légende du colibri et dans l'exhortation à ''faire sa part''. Mais il y a aussi un côté remarquablement nombriliste et replié sur soi si l'enjeu devient de ''faire sa part''. La finalité ultime, ce n'est pas cela, c'est de transformer le monde. Dans cette optique, faire sa part est en réalité le strict minimum. Ce qui est encore beaucoup plus important, c'est de prendre part à la transformation de la société » (2022).

IV. Tout jeter, vraiment ?

Après ce tableau bien sombre, devons-nous conclure que les écogestes individuels doivent être complètement disqualifiés ? Ne peuvent-ils tout de même pas, dans certaines conditions, jouer un rôle dans la lutte écologique ? Comme d'autres, nous pensons que, bien que les critiques énoncées soient à prendre en compte, ce mode d'engagement peut avoir certaines vertus et que sa disqualification mettrait elle aussi des bâtons dans les roues du changement sociétal nécessaire.

Une composante nécessaire à un engagement authentique

En dehors des réflexions sur l'impact de ces petits gestes sur la société – sur lesquelles nous reviendrons – certaines raisons de défendre les écogestes sont plus personnelles et viennent répondre à des besoins d'engagement et de cohérence. Si d'aucun·e·s qualifient ces raisons de simple réconfort, ce serait une erreur de ne pas considérer ces besoins, car ils découlent de dispositions psychologiques des individus qui ne pourraient s'engager authentiquement dans une lutte s'ils étaient niés ou passés sous silence.

Parmi ces raisons, se retrouve le risque de sentiment d'impuissance. Face à l'ampleur de la crise, nous pouvons très vite nous sentir découragé·e·s et être tétanisé·e·s par les enjeux. Et si ce sentiment peut naître en cas de focalisation sur des petites actions individuelles et leur manque d'impact réel, il peut aussi découler d'une vision uniquement globale. S'attaquer d'emblée à des objectifs de trop grande ampleur, sans voir l'impact des actions que l'on entreprend peut en effet être décourageant. Face à cela, la fixation d'objectifs plus petits, plus accessibles et dont les effets sont plus rapidement visibles bien qu'à une échelle nettement moins grande peut permettre de se sentir acteur·trice du changement et de garder une motivation plutôt que d'abandonner. Pour Antoine Duchesne, récemment diplômé d'un Master en géographie, les écogestes peuvent également constituer une « première porte pour se diriger vers une prise de conscience plus globale des enjeux actuels » (2022) ainsi qu'un premier pas vers un engagement dans des actions collectives.

Il y a aussi la question de la cohérence interne ou de la gestion de nos dissonances cognitives[18]. Nous avons besoin de maintenir une certaine cohérence entre nos convictions, nos valeurs et les actions que nous faisons. Dans ce contexte, les écogestes peuvent aider à agir de manière plus cohérente par rapport à notre conscience de l'urgence climatique. C'est ce qu'affirme aussi Guillaume Lohest lorsqu'il parle d'une éthique individuelle, de « la nécessaire cohérence qu'on cherche à établir pour soi » (2022). Et pour gérer ces dissonances, plusieurs mécanismes sont possibles : « le premier consiste à changer son comportement ou sa croyance : ne pas acheter de mangue (pour être en accord avec ses engagements écolos) ou, au contraire, se persuader que le réchauffement climatique n'est finalement pas un combat très important (pour manger cette mangue sans complexe). La deuxième technique vise à affaiblir la contradiction elle-même : on peut ainsi se dire qu'au fond, notre choix individuel d'acheter un fruit exotique n'a pas de réelle influence sur un phénomène aussi global que le réchauffement climatique. Enfin, la dernière méthode, est d'ajouter un nouvel élément pour faire disparaitre la contradiction : par exemple, acheter une mangue labellisée bio pour compenser le fait qu'elle a été produite dans un pays lointain » (Fernandez, 2020-2021, p.35).

#18 « La dissonance cognitive, un concept introduit par le psychologue social Leon Festinger, est un état de tension ressenti par une personne en présence de cognitions (connaissances, opinions ou croyances) [et/ou actions] incompatibles entre elles » (Psychomédia, 2012).

Selon ce mécanisme, l'individu peut donc changer son comportement – par exemple via des petits gestes – ou changer de conviction – par exemple en niant le problème ou en tout cas son importance. Mais l'une des possibilités est aussi de se déresponsabiliser en se disant que « de toute façon, ce que je ferai n'aura aucun impact » et que le problème se trouve « ailleurs ». Le risque étant alors non seulement de ne rien changer à ses comportements, mais aussi de ne pas s'impliquer dans des actions collectives destinées à changer les choses et de se démobiliser complètement. Signalons aussi que la structure de la société ainsi que les contraintes qui pèsent sur nos choix empêchent quiconque d'être parfaitement cohérent, ce qui rend la disparition complète de nos dissonances cognitives impossible. Cette prise de conscience devrait nous permettre d'accepter plus facilement les incohérences que nous pouvons déceler chez les autres.

La structure de la société ainsi que les contraintes qui pèsent sur nos choix empêchent quiconque d'être parfaitement cohérent, ce qui rend la disparition complète de nos dissonances cognitives impossible. Cette prise de conscience devrait nous permettre d'accepter plus facilement les incohérences que nous pouvons déceler chez les autres.

Loin de justifier l'utilisation exclusive des petits gestes comme forme d'engagement écologique, ces quelques réflexions permettent tout de même de soulever l'importance qu'ils peuvent avoir dans la vie des individus ainsi que dans (le début de) leur parcours d'engagement.

Si inutiles que ça, les petits gestes ?

Revenons maintenant à la question de l'impact des écogestes. Dans une vidéo très instructive, Maxime Lambrecht, chercheur et enseignant en éthique à l'UCLouvain, s'attaque au problème en nous parlant d'impacts directs et indirects. Si, habituellement, nous pensons essentiellement aux impacts directs (quelle efficacité concrète ces petits gestes ont-ils par rapport au changement souhaité ?), il semble important de nous arrêter également sur les impacts indirects qu'ils peuvent avoir.

Les impacts directs

Afin d'évaluer si l'inefficacité fréquemment reprochée aux écogestes était réelle, exagérée ou même fantasmée, le cabinet de conseil français Carbone 4[19] a mené une étude qui a découlé sur la publication, en 2019, d'un rapport intitulé « Faire sa part ? Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'État face à l'urgence climatique ». Plus précisément, ce texte entend répondre aux questions suivantes : « Quel impact est-on en droit d'attendre des ''petits gestes du quotidien'' ? Quel est l'effet d'un changement radical de comportement individuel sur l'empreinte carbone moyenne d'un Français ? Quel rôle les entreprises et l'État doivent-ils jouer dans la transition ? » (Dugast et Soyeux, 2019, p.1) Bien qu'il ne s'agisse que d'estimations sur base de la situation française, l'analyse de leurs conclusions permet tout de même d'alimenter nos réflexions par rapport à l'impact direct des petits gestes.

Les calculs effectués l'ont été en rapport avec la nécessaire baisse d'émission de CO2 des Français pour respecter l'accord de Paris. Pour y parvenir, leur empreinte moyenne devrait en effet diminuer d'environ 80% d'ici 2050 (afin de passer de 11 tonnes à 2 tonnes de CO2 émises par personne et par an). Prenant en compte à la fois le type d'actions individuelles entreprises (toutes n'auront pas le même impact) et l'implication variable des citoyen·ne·s dans la réduction de leurs

#19 Carbone 4 est un cabinet de conseil indépendant fondé en 2007 par deux experts des enjeux énergie-climat, Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean, rejoints en 2017 par Laurent Morel, Carbone 4 se présente comme le cabinet de conseil de référence sur les enjeux énergie et climat. Plus d'informations : https://www.carbone4.com/company

émissions, le cabinet estime que « l'impact que l'on pourrait attendre des changements volontaires de comportement individuel (sans réglementation, interdiction ou obligation de la part du législateur) pourrait stagner autour de 5% à 10% de baisse de l'empreinte carbone pour un Français moyen. Une goutte d'eau par rapport aux 80% de baisse nécessaires » (*Idem*, p.11). Bien sûr, il s'agit d'une moyenne. Certain·e·s parviendraient donc à un pourcentage plus élevé alors que d'autres atteindraient un chiffre plus bas. Si on ajoute à cela de potentiels investissements privés (que chacun·e ne peut réaliser de la même manière) dans la rénovation des logements et dans l'achat d'un véhicule bas carbone, la diminution moyenne d'émission de CO2 pourrait alors atteindre jusqu'à 20% des 80% nécessaires. Afin d'accentuer la diminution moyenne, il reviendrait donc au politique de mettre en place des mesures et aides afin de faciliter l'accès au plus grand nombre à ces investissements. Les 60% restants seraient alors à aller chercher dans des actions collectives, politiques et structurelles via un changement en profondeur du fonctionnement de la société. Cela s'explique par le contexte sociétal dans lequel nous évoluons : « l'explication la plus directe à fournir est que l'enjeu climatique est d'ordre systémique : il dépasse largement la sphère individuelle. Nous sommes tout bonnement limités par le ''système'', c'est à dire l'environnement social et technique dont nous avons hérité, bâti sur la promesse d'une énergie fossile bon marché et illimitée » (*Idem*, p.12).

Bien entendu, ces chiffres peuvent être interprétés de différentes manières et, si d'aucun·e·s en tireront la conclusion de l'inefficacité des écogestes, ce n'est pas le parti qu'a pris Carbone 4. Pour les auteur·trice·s de cette étude, « […] l'impact des gestes individuels est loin d'être négligeable. À condition, bien sûr, de ne pas se cantonner à quelques actions symboliques et marginales. Parmi les actions individuelles à plus fort impact, le passage d'un régime carné à un régime végétarien, voire végétalien, est significatif. Il permet de limiter les émissions issues de l'élevage (émissions de méthane par les ruminants) et de la déforestation (déstockage du carbone sous l'effet du changement d'affectation des sols). […] Viennent ensuite les actions liées à la mobilité (covoiturage, suppression des trajets en avion, modes de transport doux), à la consommation de biens et services (achat de vêtements, d'électroménager et d'appareils high-tech d'occasion, zéro déchet) puis au logement (thermostat, éclairage LED). En ce sens, les écogestes, à condition qu'ils soient pertinents, ont un réel impact sur l'empreinte carbone » (*Idem*, pp. 9-10). Les petits gestes sont donc décrits comme utiles et même incontournables, mais aussi (très) insuffisants. Il est capital qu'ils s'accompagnent d'un engagement collectif de la part de l'ensemble de la société – depuis les différents niveaux de pouvoirs jusqu'aux citoyen·ne·s en passant par les acteur·trice·s du monde économique – qui devra mener à des changements structurels.

Les impacts indirects

À côté de ces considérations, différents impacts indirects peuvent aussi être attribués aux petits gestes en raison de leur pouvoir d'influence sur de potentiels changements sociétaux. Ils peuvent avoir une dimension sensibilisatrice et agir à la fois sur les normes sociales, l'atteinte de points de bascule sociaux (ou masse critique[20]), ainsi que sur la légitimité des politiques climatiques (Lambrecht, 2021).

> **Les petits gestes peuvent avoir une dimension sensibilisatrice et agir à la fois sur les normes sociales, l'atteinte de points de bascule sociaux (ou masse critique), ainsi que sur la légitimité des politiques climatiques.**

Pour Laura Manne, « les petits gestes permettent de sensibiliser les citoyens » (2022). S'ils ne constituent pas un objectif en soi, ils peuvent servir à montrer d'autres actions, à apporter dans l'espace public d'autres comportements que ceux que les gens ont l'habitude de voir. Par nos

#20 Masse critique : « Selon cette théorie, des groupes minoritaires peuvent être à l'origine de changements dans les conventions partagées par une majorité de la population à partir du moment où ils atteignent une certaine taille ou ''masse'' critique. Lorsque cela se produit, une situation considérée jusqu'alors comme normale peut devenir inacceptable. Et vice versa » (Baronchelli, 2018).

attitudes, nous pouvons visibiliser d'autres modes d'agir et, de cette manière, interroger les autres sur leurs actions individuelles. Mais, comme le dit aussi Denise Van Dam, afin que cet aspect sensibilisateur puisse exister, il est important de ne pas les réaliser dans son coin et donc de les poser de manière ostentatoire ; de sortir « d'une espèce d'entre-soi et d'une modestie qui risque d'étouffer l'élan » (2022). Attention toutefois à ne pas tomber dans le jugement des personnes qui nous entourent et de leurs actes, et à ne pas adopter un ton moralisateur. Au contraire, comme Guillaume Lohest, nous pensons qu'il est préférable de miser sur l'exemplarité de nos actions : « Mais l'exemple ne marche que quand les gens sont inspirants par leurs actions elles-mêmes, et pas quand ils se font juges des actions des autres » (2022).

Bien que nous aimions nous penser libres et indépendant·e·s, nos comportements sont à la fois influencés – consciemment ou non – par notre entourage, les groupes sociaux dans lesquels nous évoluons et ce que font les autres autour de nous, ainsi que par toute une série de normes sociales qui prescrivent ce qu'il convient de faire dans notre société. Pour Maxime Lambrecht, « nous sommes plus susceptibles d'adopter des comportements écologiques si l'on constate que des gens comme nous, des amis ou des membres de notre famille le font aussi. Et donc il n'est pas absurde de penser que vos efforts individuels, vos changements d'habitudes visibles et sur le long terme, puissent avoir un effet de contagion à travers vos groupes sociaux » (2021). Il est donc très important de montrer que d'autres attitudes existent afin de proposer des alternatives.

C'est notamment ce qu'illustrent les phénomènes de *flygskam*[21] et de *tågskryt*[22] nés en Suède ces dernières années. Avec le concept de *flygskam*, renoncer à voyager en avion est devenu un choix écologique. « Apparu en Suède en 2017, le mouvement s'est popularisé l'année suivante, dans la foulée des grèves pour le climat lancées par Greta Thunberg. Et ce *flygskam* [...] a rapidement eu des impacts concrets : en 2018, 23% des Suédois ont choisi de ne pas voyager en avion pour réduire leur bilan environnemental, selon une étude du WWF. Et l'année d'après, le nombre de vols intérieurs a enregistré une baisse historique de 11%. Parallèlement, les chemins de fer suédois ont vu leur clientèle grimper (+5%), en ce compris sur les liaisons de nuit (+11%) » (Or, 2022). Si la *flygskam* influence les comportements de nombreux jeunes en faisant appel au sentiment négatif de « honte » – pouvant de la sorte tomber dans des travers de jugement des actions d'autrui et de compétition entre citoyen·ne·s – le *tågskryt* passe quant à lui par des émotions plus positives, par l'exemple. Dans ce mouvement, largement diffusé sur les réseaux sociaux sous le *hashtag* #tågskryt, il s'agit de montrer les avantages et les aspects positifs des voyages en train afin de donner envie à d'autres de faire le pas et créer de la sorte une dynamique ayant un maximum d'impact environnemental positif. À sa manière, le *tågskryt* est donc un moteur de changement et agit sur les normes sociales en place dans la société suédoise.

Par l'exemple, nous pouvons en effet créer une dynamique qui, si elle est rejointe par un certain nombre de citoyen·ne·s, pourrait avoir des impacts sociétaux réels et mener à un changement de certaines normes qui régissent notre société. C'est aussi ce que nous dit Olivier de Schutter, professeur à l'UCLouvain et à Sciences Po Paris et Rapporteur spécial de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les Droits de l'Homme, lorsqu'il affirme que « les normes sociales peuvent se transformer rapidement s'il y a [...] dans la société des nouvelles attentes qui s'expriment. Il ne faut pas être 50% à poser des écogestes pour que la nouvelle norme sociale se mette en place, il suffit d'être 15, 20% peut-être, mais qui sont perçus comme donnant le ton de la société à venir » (RTBF, 2022). Selon cette théorie, une minorité engagée peut, à partir du moment où elle atteint un certain nombre de personnes – dont les pourcentages peuvent varier selon les sources – mener à de réelles évolutions sociétales en redéfinissant les normes en vigueur.

Enfin, les écogestes, à partir du moment où ils prennent une certaine ampleur dans la société, peuvent aussi porter un message important aux

#21 Concept suédois désignant la « honte de prendre l'avion » en raison de son impact néfaste pour l'environnement.
#22 Néologisme suédois faisant référence au « sentiment de fierté que l'on a à l'idée de prendre le train plutôt que d'autres moyens de transport plus polluants » (Or, 2022).

décideurs et décideuses politiques par rapport à la légitimité des mesures prises ou à prendre. Car si de réels changements dans les politiques menées semblent indispensables afin de combattre la crise écologique, encore faut-il que ces changements soient acceptés par la population. Pour Olivier de Schutter, « [...] il y a cet espèce de cercle-vicieux où les gens ne bougent pas en disant que c'est aux politiques de bouger et les politiques n'osent pas bouger parce qu'ils pensent que les gens ne sont pas prêts au changement. Et je crois que les écogestes, dans ce contexte-là, sont extrêmement importants, non pas pour le changement effectif à l'échelle de l'individu évidemment, mais parce que comme signal envoyé aux politiques cela peut être très important. [...] Ce genre de geste peut avoir une portée extrêmement subversive, extrêmement importante, une portée politique, envoyant aux politiques le signal que nous sommes prêts à changer et qu'on attend des politiques qu'ils facilitent ce changement » (*Idem*).

> **On peut très bien poser des petits gestes tout en considérant les aspects systémiques et en s'engageant collectivement.**

En parcourant leurs impacts directs et indirects, nous comprenons donc que les écogestes sont tout de même utiles, voire pour d'aucun·e·s nécessaires. Cependant, nous devons garder à l'esprit qu'ils ne peuvent être suffisants, qu'ils ne sont qu'un moyen parmi d'autres et qu'ils doivent donc être accompagnés de dynamiques politiques et collectives plus larges. Ces différents modes d'engagement ne sont pas forcément excluants et l'on peut très bien poser des petits gestes tout en considérant les aspects systémiques et en s'engageant collectivement.

V. Vers une nécessaire repolitisation

Si les écogestes ne sont pas à rejeter d'emblée et peuvent jouer un rôle dans les luttes climatiques, les considérations développées jusqu'ici ont néanmoins mis en lumière la nécessité d'une repolitisation de ces combats. Tant au niveau de l'ampleur des impacts que de la prise en compte des causes et implications structurelles et sociétales, on ne peut faire l'économie de réflexions et d'actions collectives et politiques. Signalons également que, si notre point de départ était la forte tendance à s'orienter d'abord – voir uniquement – vers des écogestes individuels, il est tout aussi clair que bon nombre de jeunes sont déjà conscient·e·s de ces enjeux et s'engagent collectivement. L'exemple récent le plus marquant étant sans doute les manifestations pour le climat, mais l'implication dans le secteur associatif et/ou politique peut aussi être mentionné.

Si l'on souhaite réellement faire bouger les choses, il convient donc de s'organiser collectivement afin de transformer la société, plutôt que de se limiter à des petites actions dans la sphère privée qui pourraient être comparées à des emplâtres sur une jambe de bois. Car, si « les dérèglements climatiques sont généralement présentés comme un problème environnemental, une affaire économique, un défi technologique ou un enjeu moral », ils sont, selon Jean-Baptiste Comby, bien plus que cela : « ils sont avant tout le produit d'une organisation sociale qui depuis plus d'un siècle poursuit et accentue sa subordination aux logiques capitalistes. Autrement dit, le climat, c'est un problème social qui est rarement présenté comme tel. C'est un problème qui interroge frontalement l'organisation des rapports de pouvoir entre les groupes sociaux. Et si l'on définit la politique comme l'institution de ces structures sociales (institution scolaire, marché du travail, aménagement du territoire, répartition

des richesses, etc.), alors circonscrire la question climatique aux registres de la technique, du marché ou de l'individu, revient à la sortir de la sphère collective des débats publics et donc à la dépolitiser. [...] Il importe de contester les idéologues de la méritocratie, de la concurrence, du marché capitaliste, de la valeur travail, de la croissance verte, etc. Sans doute est-ce important de dénoncer, comme le font de nombreux militants [...], les agissements d'institutions bancaires ou d'entreprises exploitant les fossiles. Mais cela ne suffit pas. Il importe de coupler ces actions à une critique des logiques sociales qui poussent ces acteurs économiques à détruire la planète » (Berthier, 2018a).

Et puisqu'une transformation radicale est nécessaire, il faut que l'ensemble de la société soit impliqué de manière équitable. Pour Sophie Dubuisson-Quellier, directrice de recherche au CNRS et professeure à Sciences Po Paris, et Solange Martin, Docteure en sociologie des sciences et des techniques et membre du Haut Conseil pour le Climat (HCC), cela signifie que les différent·e·s acteur·trice·s – individus, entreprises, administrations, pouvoirs politiques – doivent s'impliquer avec équité sur des échelles d'actions multiples : « l'individu, les groupes de « pairs » (famille, amis, collègues, voisinage...), les groupes sociaux (catégories sociales, classes d'âges, communautés numériques, habitants d'un même territoire...), les normes, les infrastructures techniques et commerciales » (2019). En effet, il serait à la fois injuste et inefficace que certain·e·s de ces acteur·trice·s ne s'impliquent pas, ou même de leur demander de s'impliquer toutes et tous de la même manière. Nous contribuons de manière très inégale à la destruction de la planète et n'avons pas toutes et tous le même pouvoir d'action sur la situation climatique. C'est déjà le cas entre citoyen·ne·s, mais c'est d'autant plus vrai si l'on compare l'impact que pourrait avoir une personne par rapport à une entreprise et/ou aux décideur·euse·s politiques. Une réflexion sociale et politique intégrant les différents modes de vies ainsi que les dimensions structurelles qui les conditionnent – tout ce qui influence nos comportements et qui ne dépend pas directement de nous comme la justice sociale, les politiques de mobilité, énergétiques, etc. mais aussi le système économique dans lequel nous évoluons[23] – et questionnant le modèle capitaliste de notre société est donc indispensable à la prise en compte des enjeux climatiques.

Démystifier l'action politique et revoir notre rapport à la démocratie

Pour certain·e·s des étudiant·e·s que j'ai interviewé·e·s, le passage des gestes individuels à des actions politiques peut effrayer. Ils et elles ne semblent pas toujours conscient·e·s de leurs capacités d'action, ce qui peut les amener à concevoir l'action politique comme inaccessible. Parfois, elle est également perçue comme nécessairement de grande ampleur, demandant du temps, des réseaux et de l'influence qu'ils et elles n'ont pas. Denise Van Dam pense donc qu'il faut « démystifier le terme d'action politique et de le rendre très opérationnel, à portée de sa propre sphère d'activité » (2022). Elle cite en exemple l'interpellation, via les représentant·e·s étudiant·e·s, des autorités académiques sur des changements à apporter sur le campus[24]. Participer à des manifestations, mener des actions de plaidoyer, voter pour des partis qui promeuvent des politiques durables ou encore prendre part à des actions collectives de désobéissance civile pour faire pression sur des entreprises ou des organes de décisions sont autant d'autres moyens

#23 À ce sujet, voir Jean-Baptiste Comby dans « Les limites de la moral éco-citoyenne » : [...] tenir compte des prescriptions éco-citoyennes requiert des ressources inégalement distribuées, notamment une certaine stabilité socioprofessionnelle rendant possible la projection dans un avenir plus ou moins proche. À rebours des prophéties psychologisantes postulant un possible changement par les mentalités et la culture, les sciences sociales rappellent que nos désirs, nos aspirations et nos visions du monde s'ancrent dans, et s'ajustent à, nos possibilités objectives et matériellement ordonnées, pas l'inverse. [...] » (2018).

#24 Bien que l'on puisse imaginer de nombreuses mesures, mentionnons par exemple une plus grande présence des questions écologiques au sein des différents cursus, une attention accrue à l'impact environnemental lors du choix des différents fournisseurs ou encore une campagne à large échelle d'optimisation énergétique et d'isolation du parc immobilier de l'Université.

Le passage des gestes individuels à des actions politiques peut effrayer. Ils et elles ne semblent pas toujours conscient·e·s de leurs capacités d'action, ce qui peut les amener à concevoir l'action politique comme inaccessible.

– non exhaustifs – de s'engager politiquement relevés par les étudiant·e·s.

Et, si elle ne doit pas être une fin en soi, plusieurs auteurs et auteures que nous avons déjà mentionné·e·s insistent sur l'importance de réintroduire une forme de conflictualité. Pour Jean-Baptiste Comby, « la transformation sociale, dans l'histoire, ne s'est jamais faite dans la joie et la bonne humeur, malheureusement. Les transformations sociales sont le résultat de luttes, d'une conflictualité entre des intérêts antagonistes qui traversent la société » (France Inter, 2020). Dans le même ordre d'idées, Jade Lindgaard, journaliste française spécialisée sur les questions d'environnement et d'écologie, nous rappelle que : « les militants de l'ANC[25] n'ont pas demandé au pouvoir blanc de faire son examen de conscience. Les suffragettes[26] n'ont pas voulu démoder le monopole masculin sur le vote. La limitation des heures de travail, le salaire minimum, l'accès à l'assurance maladie ont été gagnés par le mouvement ouvrier à force de grèves, de manifestations et de négociations collectives. La liberté et l'égalité dont jouissent bien des citoyens des démocraties occidentales aujourd'hui ont été arrachées aux systèmes oppressifs et aux groupes sociaux qui en bénéficiaient » (2016). Ces intérêts divergents qui traversent la société capitaliste dans laquelle nous vivons se traduisent entre autres par toute une série de rapports de force et de domination. Dans ce contexte, difficile d'imaginer que la transformation radicale souhaitée pourra se faire sans brusquer l'une ou l'autre des parties prenantes.

Au sein de ces parties prenantes, les autorités politiques occupent un rôle central. Si, par essence, elles devraient défendre les intérêts de la collectivité dans son ensemble face à d'autres intérêts, économiques par exemple, et combattre les crises qui la menacent, force est de constater qu'elles ne le font pas toujours avec assez de fermeté et que la volonté politique d'y arriver n'est pas toujours évidente. Nous avons vu qu'une pression sociale pouvait influencer les décisions politiques, mais il revient aux dirigeant·e·s de donner des directions fortes et d'actionner les leviers en leur possession afin d'instaurer un réel changement. Et pour cela, l'incitation des individus à modifier leurs comportements ne peut suffire. Selon Sophie Dubuisson-Quellier et Solange Martin, « à l'ensemble des outils d'information et de communication s'ajoutent les outils économiques (taxes et subventions), les outils d'aménagement, d'infrastructure, les dispositifs techniques et les technologies, la réglementation, qu'elle porte sur l'usage des biens et services ou sur leur production, et les normes sociales » (2019). Dans un article paru en novembre 2022, la rédaction du magazine « Imagine, Demain le monde » développe toute une série d'idées de mesures concrètes qui pourraient intervenir – et qui parfois interviennent déjà dans certains endroits de Belgique – en ce sens. Citons par exemple la fin des publicités pour les produits ou activités écocides, l'interdiction progressive de la viande produite de manière intensive et industrielle, un soutien massif à l'économie bas carbone, une intensification du recours aux énergies renouvelables, la suppression des vols intra-européens là où des alternatives en train ou en bus existent – et donc le développement de ces alternatives – ou encore la suppression des « voitures salaires » (Imagine, 2022, pp.24-43). Autant de mesures, faisant partie d'une liste non exhaustive, qui permettraient de faire un pas vers une société plus soutenable et d'enclencher les nécessaires changements structurels. Et parfois, l'engagement dans certaines actions collectives et/ou politiques peut s'avérer nécessaire afin de rappeler aux dirigeant·e·s politiques leurs prérogatives.

Parmi les leviers à leur disposition pour mettre en place ces mesures, se retrouvent bien

#25 African National Congress, parti politique d'Afrique du Sud qu'a rejoint Nelson Mandela dès 1943 avant d'en devenir le président.
#26 Militantes revendiquant le droit de vote des femmes, à partir de 1903, au Royaume-Uni.

évidemment les lois. Le problème est que les contraintes que les lois en faveur du climat impliquent les rendent très impopulaires, or il semble que ce soit l'un des sinon le moyen le plus rapide et efficace de faire changer les choses. Comme le dit Guillaume Lohest, « ce qui est assez fou, c'est qu'on associe cela à de la ''dictature verte'', alors qu'en fait toutes les démocraties, depuis toujours, fonctionnent avec des lois et des contraintes » (2022). Et lorsque ces contraintes ne permettent plus de régler les problèmes les plus urgents, il convient d'en choisir de nouvelles. Dans la situation actuelle, nous avons donc besoin de nous choisir collectivement des contraintes permettant un changement en profondeur de notre société et de son fonctionnement afin de combattre au mieux la crise climatique. Pour cela, Guillaume Lohest appelle de ses vœux une implication bien plus grande dans la pratique démocratique : « le chemin vers la création de nouvelles lois, de nouveaux droits, de nouveaux rapports sociaux, exige beaucoup de travail de confrontation des imaginaires, de conflit d'idées, de débat, de mobilisations, d'actions collectives. La démocratie ne se limite pas au vote. Elle exige aussi des paroles ''vraies'', au sens de la *parrêsia* des Grecs anciens, c'est-à-dire des paroles dérangeantes, qui ne ménagent pas l'interlocuteur, qui ne le flattent pas. Tout le contraire des paroles électoralistes, évidemment. [...] Comme la liberté qui ne signifie pas ''faire tout ce qu'on veut'', la démocratie est une exigence collective » (*Idem*).

Nous avons besoin de nous choisir collectivement des contraintes permettant un changement en profondeur de notre société et de son fonctionnement afin de combattre au mieux la crise climatique.

Yes We Can

Savoir comment agir au mieux afin de lutter contre la crise écologique tout en tenant compte du contexte, de nos besoins ou encore de nos possibilités est, comme nous l'avons vu tout au long de cette étude, une question très complexe. Souvent pris·e·s dans une tension entre, d'un côté, suivre les nombreuses injonctions et inclinations à poser de petits gestes individuels et, de l'autre, les critiques de plus en plus nombreuses de ce mode d'action ainsi que la prise de conscience de son insuffisance, les jeunes éprouvent parfois des difficultés à se positionner.

Il est donc primordial qu'ils et elles puissent être accompagné·e·s dans leurs réflexions, notamment par des associations comme la FUCID, par exemple en réfléchissant avec elles et eux aux causes sociétales de la crise écologique, mais aussi à l'importance d'étendre leur action au-delà de la sphère privée ou de leur groupe de proches en utilisant les leviers à leur disposition – individuels mais aussi et surtout collectifs et politiques. Cela nécessite aussi de se pencher sur leur potentiel d'action politique, bien souvent sous-estimé. Il est important de leur rappeler qu'ensemble, ils et elles ont bien plus de pouvoir et de légitimité qu'ils et elles ne le pensent, que, malgré les critiques, il n'est pas nécessaire – et qu'il est même impossible – d'être parfaitement cohérent individuellement pour s'engager collectivement et viser des objectifs de changement sociétal, et que la démocratie, bien qu'imparfaite, leur offre des outils qu'ils peuvent se réapproprier et utiliser. Enfin, comme nous le rappelle Antoine Duchesne, il est temps de créer de nouveaux récits collectifs inspirants pour un avenir plus désirable, plus juste et plus durable et de nous battre pour qu'ils deviennent un jour les récits dominants de notre société.

Bibliographie

- Baronchelli Andrea, 28 juin 2018, « Des groupes minoritaires engagés peuvent faire basculer l'opinion publique et bouleverser des conventions sociales », Paris : Le Monde, https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/06/29/des-groupes-minoritaires-engages-peuvent-faire-basculer-l-opinion-publique-et-bouleverser-des-conventions-sociales_5323218_3232.html
- Berthier Aurélien, 2018a, « Entretien avec Jean-Baptiste Comby '' Le climat, un problème social rarement présenté comme tel '' », Bruxelles : Agir par la culture, https://www.agirparlaculture.be/jean-baptiste-comby-%e2%80%89le-climat-un-probleme-social-rarement-presente-comme-tel%e2%80%89/
- Berthier Aurélien, 2018b, « Entretien avec Christine Mahy '' Les pauvres sont dans la simplicité obligatoire '' », Bruxelles : Agir par la Culture, https://www.agirparlaculture.be/les-pauvres-sont-dans-la-simplicite-obligatoire-entretien-avec-christine-mahy/
- Bonfond Olivier, 20 décembre 2018, « Une transition écologique peut-elle se faire avec le capitalisme ? », Liège : Comité pour l'abolition des dettes illégitimes, https://www.cadtm.org/Une-transition-ecologique-peut-elle-se-faire-avec-le-capitalisme
- Bousenna Youness, décembre 2020 – janvier 2021, « Comment les industriels exploitent notre mauvaise conscience », in *Socialter* n°43, p. 27.
- Buron Alix, 2022, « La fabrique des héros », Namur : FUCID ASBL, https://www.fucid.be/etude-la-fabrique-des-heros/
- Dugast César et Soyeux Alexia, 2019, « Faire sa part ? Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'État face à l'urgence climatique », Paris : Carbone 4, https://www.carbone4.com/files/wp-content/uploads/2019/06/Publication-Carbone-4-Faire-sa-part-pouvoir-responsabilite-climat.pdf
- Chapelain Manon, 2 juillet 2020, « Sur TikTok, Instagram et Twitter, les 15-25 ans multiplient les challenges écolos », Madame Figaro, https://madame.lefigaro.fr/societe/sur-tik-tok-instagram-et-twitter-les-15-25-ans-multiplient-les-challenges-ecolos-020720-181443
- Chédotal Camille et al., 2017, « L'utilisation de la culpabilité en communication », Association Française du Marketing, volume 32, numéro 4, https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0767370116688650
- Climat.be, « Influence de l'homme », Bruxelles : SPF Santé publique, sécurité de la chaîne alimentaire et environnement, https://climat.be/changements-climatiques/causes/influence-de-l-homme
- Collège Européen, 2014, « La légende du colibri, par Pierre Rahbi », https://www.youtube.com/watch?v=nQ9fCekVr8o
- Comby Jean-Baptiste, 2015, « La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public », Paris : Raisons d'Agir, https://journals.openedition.org/sociologie/2934
- Comby Jean-Baptiste, 1 octobre 2018, « Les limites de la morale éco-citoyenne », Bruxelles : Lava Media, https://lavamedia.be/fr/les-limites-de-la-morale-eco-citoyenne/

- Courrier International, 1 décembre 2021, « Vidéo. Pollution plastique : Coca-Cola toujours loin du compte », Paris, https://www.courrierinternational.com/article/video-pollution-plastique-coca-cola-toujours-loin-du-compte
- De Muelenaere Michel, 31 novembre 2022, « Climat : De Croo et les jeunes, un brin d'énervement », Le Soir, https://www.lesoir.be/476752/article/2022-11-13/climat-de-croo-et-les-jeunes-un-brin-denervement
- Deluzarche Céline, 21 novembre 2021, « Quels sont les pays qui totalisent le plus d'émissions de CO2 depuis 1950 ? », Futura-Sciences, https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/rechauffement-climatique-sont-pays-totalisent-plus-emissions-co2-depuis-1850-94574/
- Dubuisson-Quellier Sophie et Martin Solange, 21 mai 2019, « Face à l'urgence climatique, méfions-nous de la sur-responsabilisation des individus », Paris : The Conversation, https://theconversation.com/face-a-lurgence-climatique-mefions-nous-de-la-sur-responsabilisation-des-individus-116481
- Duterme Bernard, 2022, « Les fractures Nord-Sud de l'enjeu climatique », Louvain-la-Neuve : CETRI, https://www.cetri.be/Les-fractures-Nord-Sud-de-l-enjeu-5900
- Energywatchers.be, « À vous de jouer ! », Bruxelles : Service public fédéral, santé publique, sécurité de la chaîne alimentaire et environnement, https://www.energywatchers.be/fr/a-vous-de-jouer
- Evans Simon, 5 octobre 2021, « Historical reponsibility for climate change is at the heart of debates over climate justice », London : Carbon Brief, https://www.carbonbrief.org/analysis-which-countries-are-historically-responsible-for-climate-change/
- Fernandez Victor, décembre 2020 – janvier 2021, « Les vertus de l'incohérence », in *Socialter* n°43, p. 35.
- Fondu Sophie, 2019, « La révolution, pas des savons ! », Bruxelles : Agir par la Culture, https://www.agirparlaculture.be/la-revolution-pas-des-savons/
- France Inter, 5 août 2020, « Les petits gestes peuvent-ils sauver notre avenir sur la planète ? », Podcast : Le Débat de midi, https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-debat-de-midi/les-petits-gestes-peuvent-ils-sauver-notre-avenir-sur-la-planete-2793961
- Garbarczyk Barbara, 2018, « Dépasser la '' pensée colibri '' », SAW-B, https://saw-b.be/wp-content/uploads/sites/39/2020/05/a1810_colibri.pdf
- Gemenne François et Rankovic Aleksandar, 2019, « Atlas de l'Anthropocène », Paris : Sciences Po, 164p.
- Girard Dorian, 26 octobre 2018, « Total est-il vraiment l'un des plus gros pollueurs de la planète ? », Paris : Le Monde, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/10/26/total-est-il-vraiment-l-un-des-plus-gros-pollueurs-de-la-planete_5375225_4355770.html
- Greenpeace, 21 juillet 2022, « Milliardaires et climat : 4 chiffres qui donnent le vertige », https://www.greenpeace.fr/milliardaires-et-climat-4-chiffres-qui-donnent-le-vertige/
- Guérineau de Lamérie Nina, décembre 2020 – janvier 2021, « Charge morale – Fatiguées de culpabiliser », in *Socialter* n°43, p.32.

- Imagine, 2022, « Crises climatique et énergétique : les Belges prêts aux changements », numéro 153.
- Intergovernmental Panel on Climate Change, page d'accueil, https://www.ipcc.ch/languages-2/francais/
- IPCC, 2022, « Summary for Policymakers » [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, M. Tignor, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem (eds.)]. In: Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, pp. 3–33, doi:10.1017/9781009325844.001
- Kovacs Susan, 2012, « Introduction : Les paradoxes de la médiation environnementale », Communication & langages, n°172, pp. 21-26.
- Lambrecht Maxime, 2021, « Les éco-gestes sont-ils futiles ? (Climat #4) », Philoxime, Youtube, https://www.youtube.com/watch?v=F7YlkbhYq3s
- Le Soir, 25 novembre 2019, « Un Belge sur quatre a des doutes sur l'origine du changement climatique », https://www.lesoir.be/262548/article/2019-11-25/un-belge-sur-quatre-des-doutes-sur-lorigine-du-changement-climatique
- L'Humanité, 4 mai 2016, « Le capitalisme tire parti de la crise climatique pour sauver ses profits », Saint-Denis, https://www.humanite.fr/une-planete-et-des-hommes/cop21/le-capitalisme-tire-parti-de-la-crise-climatique-pour-sauver-ses
- Lindgaard Jade, 2016, « Pierre Rabhi, chantre d'une écologie inoffensive ? », Revue du Crieur N°5, pp.104-119, https://www.cairn.info/revue-du-crieur2016-3-page-104.htm
- Or, 17 septembre 2022, « Qu'est-ce que le tågskryt, cette nouvelle façon de voyager qui séduit de plus en plus les jeunes ? », Metro, https://fr.metrotime.be/voyage/quest-ce-que-le-tagskryt-cette-nouvelle-facon-de-voyager-qui-seduit-de-plus-en-plus-les-jeunes
- Psychomédia, 19 décembre 2012, « Définition: Dissonance cognitive, http://www.psychomedia.qc.ca/lexique/definition/dissonance-cognitive
- RTBF, 13 mai 2022, « Les «petits gestes» pour la planète : pourquoi reste-t-on en mode «demain je m'y mets» ? », Podcast : Après Nous les Mouches, https://www.rtbf.be/article/les-petits-gestes-pour-la-planete-pourquoi-reste-t-on-en-mode-demain-je-my-mets-10991518?fbclid=IwAR0kv0OwTw1f9PWSXU--89aoMP7MlBgMIrWUtlkAqGIgg6P3pNB-ZzWqH6g
- Salamand Bernard et Varin Viviana, 9 juillet 2018, « Le rôle des médias alternatifs pour la justice climatique », Ritimo, https://www.ritimo.org/Le-role-des-medias-alternatifs-pour-la-justice-climatique
- Sandalows David B. et Bowles Ian A., 2001, « Fundamentals of Treaty-Making on Climate Change », Science, vol. CCXCII, n°5523, pp. 1839-1840.
- Sorignet Anaelle, 2020, « On ne sauvera pas le monde avec des pailles en bambou ; sortir des illusions écologiques, rebrancher ses rêves et passer à l'action », De Boeck Supérieur, 192p.

- Totalenergies.fr, « Nos conseils sur les écogestes », https://services.totalenergies.fr/particuliers/mieux-consommer/ecogestes
- Vandemeulebroucke Martine, 17 décembre 2019, « Tous '' Chauds pour le climat '' ? Les élèves favorisés ont une ardeur d'avance », Bruxelles : Alter Échos, https://www.alterechos.be/tous-chauds-pour-le-climat-les-eleves-favorises-ont-une-ardeur-davance/
- Vidal Aude, 2017, « Égologie. Écologie, individualisme et course au bonheur », Grenoble : Le monde à l'envers, 120p.

Et une série d'entretiens :

- Entretien avec Antoine Duchesne, récemment diplômé d'un Master en géographie à l'UCLouvain, le 28/10/2022.
- Entretien avec Juliette Gourdange, étudiante en 3ème bachelier en géographie à l'UNamur, le 30/10/2022.
- Entretien avec Guillaume Lohest, président des Équipes Populaires et contributeur pour les revues « Contrastes » et « Valériane », le 17/09/2022.
- Entretien avec Laura Manne, diplômée d'un Master en sciences politiques et étudiante en Master complémentaire en anthropologie culturelle et études du développement à la KULeuven, le 13/11/2022.
- Entretien avec Raphaëlle Marchand, étudiante en Master 2 en Smart Rurality à l'UNamur, le 07/11/2022.
- Entretien avec Guillaume Sergent, étudiant en 3ème bachelier en géographie à l'UNamur, le 31/10/2022.
- Entretien avec Denise Van Dam, professeure émérite à l'UNamur, le 09/11/2022.